

COMMUNIQUÉ

Papeete, le 07 juillet 2026

Objet : Reports de crédits : le débat politique ne peut pas suspendre l'économie réelle

Le choix du gouvernement de représenter à l'identique le collectif budgétaire relatif aux reports de crédits place désormais chacun devant ses responsabilités.

Le temps des commentaires contradictoires, des lectures opportunes et des vérités de circonstance ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel. Pendant que les institutions s'éprouvent, les entreprises commencent déjà à subir les premiers effets de cette séquence.

Le MEDEF Polynésie française est en effet alerté par plusieurs entreprises qui font état de difficultés, d'incertitudes, voire de premiers blocages.

Je le dis avec gravité : lorsqu'une séquence politique en vient à fragiliser l'exécution des engagements publics vis-à-vis de l'économie réelle, ce n'est plus seulement un désaccord institutionnel. C'est un risque économique immédiat.

Car derrière les procédures, il y a des réalités très concrètes : des trésoreries qui se tendent, des entreprises qui doutent, des investissements qui se figent, des prestations qui attendent règlement, et une confiance collective qui s'érode.

Le débat politique est légitime.

La mise en risque des entreprises ne l'est pas.

Le MEDEF Polynésie française n'entend pas départager les récits que chaque camp cherche aujourd'hui à imposer.

Il constate simplement que cette situation engage désormais la responsabilité de tous.

Responsabilité du gouvernement, s'il choisit l'épreuve de force institutionnelle sans garantir de manière pleinement lisible la continuité des engagements déjà pris.

Responsabilité de l'Assemblée, si l'expression d'un désaccord politique devait continuer à produire des effets économiques directs sur des acteurs qui n'ont pas à devenir les variables d'ajustement d'un rapport de force.

Responsabilité de l'État, s'il devait demeurer en retrait alors même que la dégradation du climat institutionnel commence concrètement à se traduire en blocage institutionnel.

Ce que le monde économique attend aujourd'hui n'est ni un récit, ni une posture.

Les entreprises, leurs employés, leurs familles attendent de la continuité, de la lisibilité et de la responsabilité.

Le MEDEF Polynésie française demande donc solennellement :

- que les paiements relevant d'engagements déjà pris soient sécurisés sans délai ;

- que l'administration reçoive des instructions claires, homogènes et immédiates pour éviter toute dérive dans l'exécution ;
- que les institutions du Pays prennent pleinement la mesure du fait que le coût du blocage n'est pas politique : il est économique, social et humain ;
- et que chacun revienne à ce qui devrait toujours primer : la protection de l'intérêt général et la continuité de la parole publique.

Les entreprises polynésiennes n'ont ni le luxe des stratégies politiques, ni le temps des postures.

Elles ont besoin de visibilité.

Elles ont besoin de sécurité.

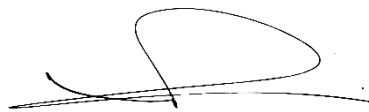
Elles ont besoin d'un cadre public qui tienne.

Le MEDEF Polynésie française le réaffirme : l'économie du Pays ne peut pas devenir l'otage d'un affrontement institutionnel.

Et chacun devra assumer, devant les entreprises comme devant le Pays, la part de responsabilité qui est désormais la sienne.

Président du MEDEF Pf

M. Yannick CADET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' shape with a horizontal line underneath it.